

## Travail et commun

---

Nicolas Latteur ■ Décembre 2015

« Instituer le commun dans le domaine de la production implique que l'entreprise, libérée de la domination du capital, devienne une institution démocratique. C'est même d'ailleurs la condition pour que les salariés puissent réorganiser le travail sur des bases explicitement coopératives. »<sup>1</sup>

Pierre Dardot, Christian Laval

---

<sup>1</sup> Pierre Dardot, Christian Laval, Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle, La Découverte, 2014, p. 489.

# Travail et capitalisme néolibéral

## Régressions

Le capitalisme néolibéral désigne une phase spécifique des rapports sociaux capitalistes où les classes les plus riches ont reconquis du pouvoir et des revenus. Le rapport social d'exploitation de la force de travail est le support structurel d'appropriation des richesses par la classe capitaliste (avec l'imposition à des territoires de s'intégrer brutalement dans ce mode de production qui définit une forme néolibérale d'impérialisme).

Reconquérir du pouvoir et des revenus ne pouvait à ce titre pas se faire sans réorganisation des styles de domination et de violence. Les formes d'organisation du travail qui ont accompagné cette opération de restructuration capitaliste ont soutenu ce rétablissement du taux de profit dans un contexte de faible croissance économique et de faible taux d'investissement. Profitant des réformes du marché du travail – qui s'en sont pris aux contrats de travail et ont renforcé les exigences de disponibilité des salariés – les nouvelles formes d'organisation du travail ont introduit un régime de mobilisation particulier au travail. Souvent très répétitif et exercé dans des conditions précarisées d'emploi, il ne peut s'accomplir selon les exigences du management, qu'à la condition d'un engagement de tous les instants.

C'est le régime de la valeur actionnariale qui a été introduit. Mesure suprême des choses, les organisations doivent être rendues transparentes grâce aux critères d'évaluation de rentabilité des capitaux ...

Travail et travailleurs ne peuvent dans ce contexte de dégradation des rapports de force que faire face à une violence renouvelée dans les relations de travail : répression antisyndicale, travail en sous-effectifs, intensification du travail avec son cortège de pathologies (TMS, risques psychosociaux, insécurité sociale, économique et physique...), etc.

## Bureaucratisation

Alors que le capitalisme néolibéral se présente volontiers comme l'adversaire de l'étatisme procédurier, il introduit en fait une véritable dynamique de bureaucratisation du monde. Par des règles de mise en concurrence des individus, des entreprises, des régions, etc. mais aussi par une volonté de définir et maîtriser l'ensemble de son environnement : définition de procédures de normalisation et de certification, systématisation des relations avec les sous-traitants, volonté de produire des comportements ...

Ces méthodes – que l'on reprend sous la dénomination de managérialisation de la société – transforment en profondeur le travail, y compris l'activité des services publics et des institutions du non-marchand. La norme de l'*accountability* - le principe de rendre des comptes – vient remodeler en profondeur le travail lui-même. De nombreux professionnels (santé, enseignement, travail social, etc.) sont démunis et profondément désœuvrés de travailler à rendre des comptes selon les

principes de « travailler mieux avec moins » et de moins enseigner, soigner, accompagner ... Si bien qu'à la défense des services publics, fondement d'un syndicalisme de combat, on peut ajouter le contrôle démocratique des mandats, rôles et formes d'organisation des services et équipements collectifs de plus en plus régis par les normes de l'efficacité capitaliste.

Cependant, c'est le travail dans son ensemble qu'il nous faut interroger. Le capitalisme se fout éperdument du travail concret, de ce que l'on produit. Seul l'intéresse, le travail comme support à la valorisation du capital. Si bien que la plupart des activités ne sont initiées qu'à partir d'un calcul sommaire et réducteur : coût et bénéfice ... Seuls les sacro-saints principes du marché auraient droit de citer pour décider qu'un travail – une production de biens et de services – peut être lancé.

La force du mouvement ouvrier a consisté dans sa capacité à sortir du marché des questions sociales déterminantes : le salaire, la santé, la qualification... Celles-là mêmes que le capitalisme néolibéral est avide de re-privatiser. Il s'agit d'opposer le droit d'usage à la propriété !

Et le travail ?

## Le travail comme question politique et démocratique

A y considérer de plus près, le travail, l'organisation du travail et les conditions de travail nécessitent des arbitrages politiques permanents.

Quel travail pour quelle utilité ? Politique. Qui décide du travail ? Politique. Qui travaille pour qui ? Politique. Dans quelles conditions ? Politique. Qui conçoit et qui exécute ? Politique.

Comme l'énonce Frédéric Lordon, « *Ce que l'entreprise (productive) doit fabriquer, en quelle quantité, à quelle cadence, avec quel volume d'emploi et quelle structure de rémunérations, sous quelle clé de réaffectation des surplus, comment elle accommodera les variations de son environnement : aucune de ces choses ne peut par principe échapper à la délibération commune puisqu'elles ont toutes des conséquences communes.* »<sup>2</sup> Ce qui affecte tout le monde doit dans ce positionnement politique être l'objet de tous.

L'enjeu du travail comme question politique et démocratique est la réappropriation par les classes populaires des questions essentielles qui règlent leurs conditions de vie. Le mouvement ouvrier – et singulièrement les syndicats – est l'acteur qui a permis une certaine politisation du travail. Si historiquement, le salaire était une question privée soumise selon les employeurs aux contraintes du marché (la loi de l'offre et de la demande), il deviendra une question politique soumise à des délibérations collectives entre les parties suite à la formation de coalitions ouvrières qui vont progressivement imposer une négociation autour des conditions de travail. De même que le temps de travail, le chômage, les accidents de travail, les maladies professionnelles seront définies comme questions politiques.

---

<sup>2</sup> Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude*, La Fabrique, 2010, p. 170.

## Le commun comme principe d'une transformation démocratique du travail

Certes, les transformations dans le champ du travail paraissent inaccessibles tant les rapports de forces y sont défavorables. Cependant, si le syndicalisme prend bien en charge le quotidien et le futur, il ne peut se laisser sans voix face à la reconfiguration néolibérale du travail.

Dans le capitalisme, le travail est un moyen d'accumulation du capital. Dans le concret, le travail est l'occasion de liens avec d'autres, collègues, usagers, clients. Le travail est investi par les valeurs morales du salarié, son sens de la justice, ses appartenances, etc. alors que les formes d'organisation du travail individualisent et précarisent. Elles en viennent à rendre même invisible cette idée simple : « on travaille toujours avec les autres »<sup>3</sup>. C'est bien ce que les directions d'entreprise tentent d'orienter à leur profit : faire jouer le collectif, ce qui fait communauté, en sa faveur, en vue de réaliser ses objectifs. Avec la menace de la précarité au ventre, les coopérations sont forcées de se déployer dans des directions souvent mutilantes pour les salariés.

Le travail sous domination capitaliste néolibérale inscrit l'individu dans l'univers restreint de son entreprise et de sa compétitivité. C'est le lien qui unit le sens du travail à la société qui est pris violemment à partie. Or, dans de nombreux collectifs de travail, cette dimension est essentielle : a quoi sert ce que je fais – ce que nous faisons ? Les formes d'organisation du travail néolibérales produisent une perte de sens du commun.

Il y a donc – source fondamentale pour le syndicalisme – un vivier d'actions et de mobilisations à construire sur le terrain du travail et des formes d'organisation du travail afin de faire émerger un agir commun qui puissent contribuer à la redéfinition démocratique du travail et de ses conditions. Comme l'énonce Pierre Dardot et Christian Laval : « La question du pouvoir est donc centrale dans l'entreprise, elle dépend de la propriété, mais elle décide aussi de toutes les inégalités dans l'organisation du travail. (...) Cette subordination a un effet sur le travail lui-même, sur la « motivation » du travailleur et sa créativité, mais aussi sur la vie sociale dans son ensemble. Les loisirs atrophiés et passifs, la soif de compensation par la consommation sont liés à cette soumission. Ce qui conduit à faire de la recomposition de l'organisation du travail et de sa répartition entre les échelons de la hiérarchie fonctionnelle un impératif politique décisif, au même titre que la reconnaissance du droit de tous les salariés à la participation aux décisions collectives qui les concernent. »<sup>4</sup>

Le travail est la production du commun. Le commun du néolibéralisme, c'est la production d'un ordre social (on parle d'ailleurs d'ordolibéralisme), de normes sociales qui instituent la discipline de l'automarchandisation et la soumission aux principes de l'efficacité concurrentielle.

<sup>3</sup> Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle*, La Découverte, 2014, p. 482.

<sup>4</sup> Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI siècle*, La Découverte, 2014, p. 487.

Dans une logique démocratique, la participation et la délibération des producteurs sont centrales et contredisent la logique de dépossession néolibérale des questions centrales qui concernent les populations. Autrement dit, le commun d'une alternative progressiste au capitalisme néolibéral, c'est l'institution d'une forme politique démocratique qui est en concordance avec le caractère coopératif et à finalité sociale de toute activité de travail.

---